

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2014

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Le climat des affaires se dégrade à nouveau

L'indicateur du climat des affaires (ICA), malgré un redressement à la fin de l'année dernière, se replie à nouveau au premier trimestre (-2,7 points). A 87,1 points, il se situe toujours bien en deçà de sa moyenne de longue période (-12,9 points). Cette dégradation s'explique principalement par la détérioration de l'activité pressentie pour le prochain trimestre. A l'opposé, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des charges d'exploitation s'améliore.

Les intentions d'investir des chefs d'entreprise à un an restent dégradées mais moins qu'au trimestre précédent.

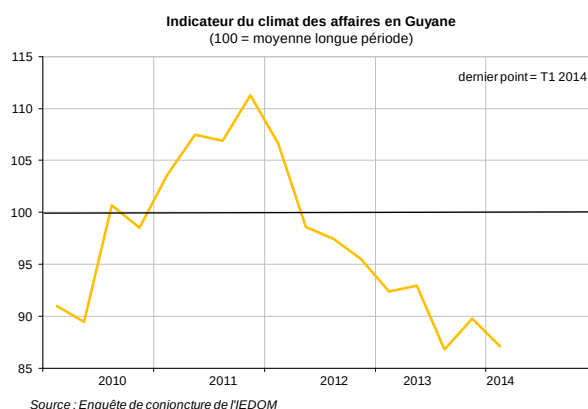
L'évolution de la consommation des ménages marque le pas.

La demande globale d'emploi reste élevée même si le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule pour la première fois depuis 2007.

Le solde d'opinion global des chefs d'entreprise relatif à leur activité, tous secteurs confondus, repart à la hausse, sans toutefois s'améliorer significativement.

Selon les secteurs, les chefs d'entreprise expriment des avis contrastés : ceux des secteurs des services, de l'industrie et du tourisme font état d'une augmentation de leur activité alors que ceux des secteurs du commerce, et de la construction expriment une dégradation de leur activité. Ceux du secteur primaire témoignent pour leur part d'un ralentissement de la croissance de leur activité.

Les perspectives d'activité pour le deuxième trimestre 2014 sont globalement défavorables, hormis pour le secteur primaire et celui du tourisme.



PRÉVISION DE CROISSANCE

Selon le dernier rapport économique annuel de l'ONU, en 2014, le Guyana et Haïti devraient constituer les moteurs de la croissance économique des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe. En 2013, ces pays ont connu une croissance respective de 4,6 % et de 3,5 %, et affichent pour 2014 des perspectives de croissance économique de 4,5 %. La croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes devrait s'accroître pour atteindre 3,6 % en 2014 et 4,1 % en 2015. Toutefois, le rapport de l'ONU rappelle que ce dynamisme de la région dépend de la croissance des pays de la zone euro, des États-Unis et de la Chine, dont la trajectoire est plus instable que durant les années antérieures.

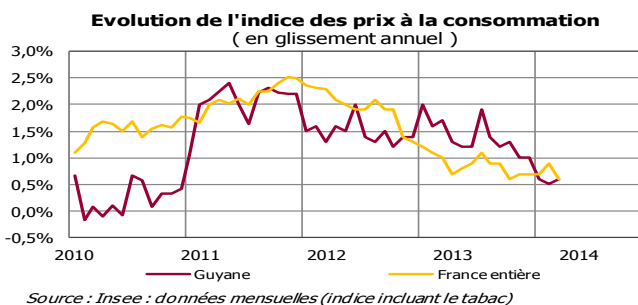
COOPÉRATION ANTILLO-CARIBÉENNE

Lors de la 19^e réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'Association des États de la Caraïbe qui s'est tenue le 14 février 2014 à Port of Spain (Trinité-et-Tobago), les départements de la Guadeloupe et de la Martinique ont été invités en tant que membres associés de plein droit de cette organisation. Les deux départements pourront ainsi siéger et participer au développement des échanges régionaux aussi bien au niveau économique qu'au plan humain et culturel aux côtés des pays du bassin caribéen. C'est la première fois que des départements français de la Caraïbe sont représentés dans une telle association internationale.

Légère augmentation des prix

En mars 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse, de 0,1 % sur le trimestre. L'augmentation des prix de l'alimentation (+0,9 %) et de l'énergie (+0,9 %) est atténuée par la baisse des prix des services (-0,4 %) et des produits manufacturés (-0,2 %).

Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, en raison également des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+2,6 %) et des services (+0,8 %).

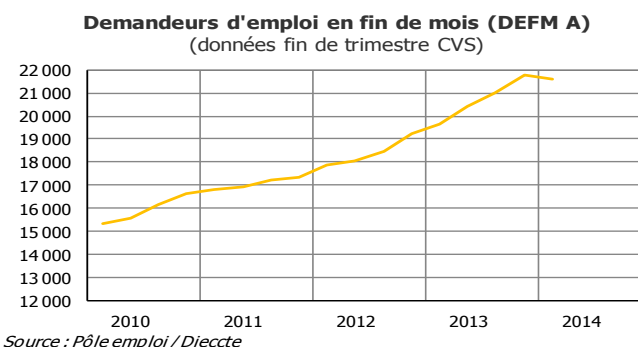


Le marché de l'emploi affiche une légère amélioration

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM Catégorie A) affiche, pour la première fois depuis 2007, un repli de 0,8 % à mars 2014, en glissement trimestriel. Toutefois, le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an et celui des allocataires progressent de nouveau, respectivement de 3,1 % et de 1,6 % en données brutes.

Selon les données de Pôle emploi, les « entrées » en catégories A, B et C à mars 2014 diminuent de 3,1 % au cours des trois derniers mois, contre une hausse de 0,7 % à fin décembre 2013. Cette diminution est due notamment à la baisse du nombre d'allocataires inscrits pour la première fois au chômage (-13,7 %), et à la baisse des licenciements pour motif économique (-9,0 %). En parallèle, la progression des « sorties » (+1,0 %) s'explique davantage par l'augmentation des radiations administratives (+61,3 %) que par des démarches actives de retour à l'emploi (reprises d'emplois déclarés : -13,4 %).

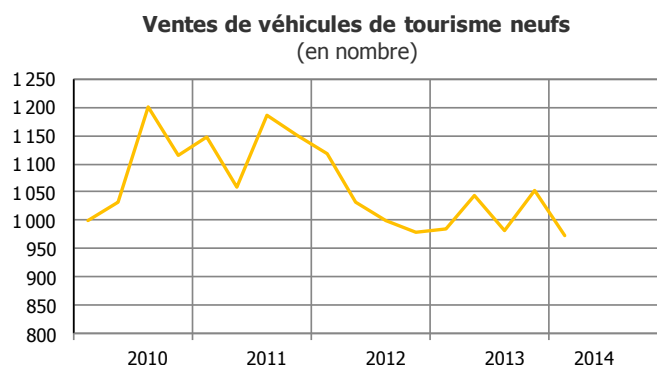
Les offres d'emploi collectées diminuent de 37,5 % au cours du premier trimestre 2014 après une augmentation de 35,8 % enregistrée au trimestre précédent. Ce recul est dû à la baisse sensible des offres d'emploi durables (6 mois ou plus) et non durables (moins de 6 mois) respectivement de 33,5 % et 45,9 %.



La consommation des ménages montre des signes d'essoufflement

Après avoir montré des signes de reprise en fin d'année, les indicateurs relatifs à la consommation des ménages évoluent de façon contrastée au premier trimestre 2014. En glissement trimestriel, à mars 2014, les ventes de véhicules neufs de tourisme (-7,4 % CVS) et les importations de biens de consommation (-2,5 % CVS) s'inscrivent en baisse alors que l'encours des crédits à la consommation (+1,8 % CVS) ainsi que les importations de biens d'équipement électriques et ménagers (+65,2 % CVS) marquent une hausse.

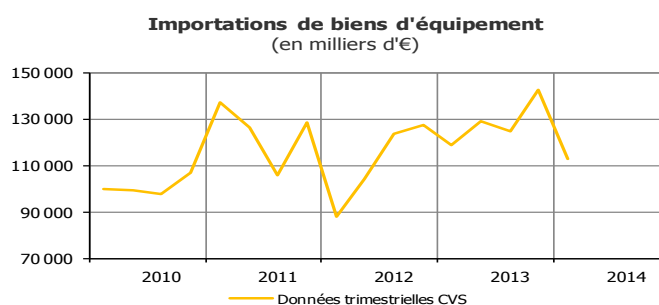
La situation financière des ménages se dégrade. Le nombre de retraits de cartes bancaires et celui des personnes physiques en situation d'interdiction bancaire augmentent respectivement de 0,9 % et 2,8 %.



L'investissement des entreprises en berne

Les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises évoluent dans l'ensemble à la baisse sur le premier trimestre de l'année. Les importations de biens d'équipement (-20,7 % CVS) et les créations d'entreprises (-7,1 %) se détériorent. Toutefois, les ventes de véhicules utilitaires sont en hausse (+4,8 %) après avoir été en retrait sur les trois derniers trimestres.

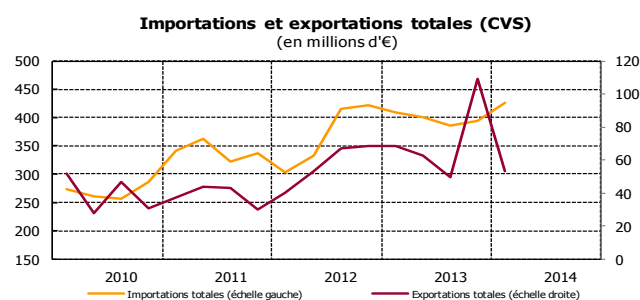
Les prévisions d'investissement demeurent mal orientées. Néanmoins après un quatrième trimestre sensiblement dégradé, on constate un début de redressement pour les premiers mois de l'année 2014. Pour une majorité des secteurs, dont les services, les prévisions des chefs d'entreprise se redressent au premier trimestre. Seules les prévisions relatives au commerce et à la construction sont défavorables.



Source : Douanes

Progression des importations

Après avoir enregistré une hausse exceptionnelle au quatrième trimestre en raison de la réexportation de machines de forage, les exportations retrouvent un niveau proche de celui du troisième trimestre 2013. Elles reculent ainsi de 51,1% CVS au premier trimestre. Les importations pour le début d'année poursuivent leur tendance haussière (+7,8 % CVS).



Source : Douanes

L'ACTIVITÉ DES SECTEURS EST MITIGÉE

Dans le secteur de l'**élevage**, les importations de bovins et de porcins diminuent respectivement de 6,7 % CVS et de 9,8 % CVS pour ce trimestre. La tendance baissière se vérifie pour les abattages de bovins (-2,1 % CVS) et de porcins (-5,2 % CVS) mais aussi pour la **pêche** où l'on constate un recul notable des exportations de crevettes (-50,1 % CVS) et de poissons (-13,4 % CVS) au premier trimestre 2014.

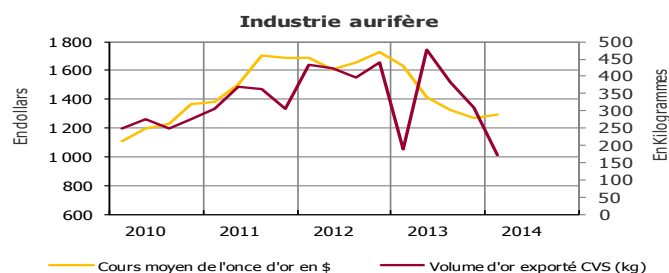
Malgré des indicateurs relatifs au **secteur primaire et des industries agroalimentaires** en retrait, les chefs d'entreprise témoignent d'une activité dynamique, même s'ils sont moins nombreux qu'au trimestre précédent. Ils restent relativement optimistes concernant l'évolution du courant d'affaires pour les prochains mois.

Dans le secteur de la **construction**, l'activité reste dégradée pour le troisième trimestre consécutif. Malgré une progression de 9,5 % CVS des ventes de ciment (hors liant et fillers) pour le premier trimestre de l'année, en dépit d'un allègement du poids des charges et d'un raccourcissement des délais de paiement, la baisse de l'activité constatée au cours des derniers mois de 2013 et au début de l'année 2014 pousse les chefs d'entreprise à différer les investissements. Ces derniers restent par ailleurs pessimistes sur l'évolution de leur activité.

L'activité **industrielle** repart à la hausse au premier trimestre 2014, après avoir été en repli durant les trois derniers trimestres. L'allongement des délais de paiement induit une dégradation de la trésorerie.

Le rythme de l'activité **spatiale** progresse au premier trimestre 2014 en comparaison avec le trimestre précédent. Arianespace a effectué deux lancements et une mise en orbite de quatre satellites contre respectivement un tir et un satellite au quatrième trimestre 2013. Au premier trimestre, en glissement annuel, l'activité spatiale (mise en orbite et tir) a doublé.

Dans le secteur **aurifère**, les exportations en volume et en valeur diminuent respectivement de 44,7 % CVS et de 31,1 % CVS, et ce malgré un léger rebond du cours de l'once d'or après quatre trimestres consécutifs de baisse. En moyenne sur trois mois, le cours du métal précieux s'élève en mars 2014 à 1 293 \$ (+1,7 %) contre 1 272 \$ le trimestre précédent.



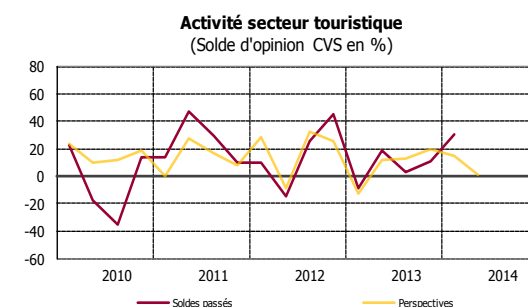
Sources : AFD et Douanes (données trimestrielles)

La dégradation de l'activité du secteur du **commerce** amorcée en fin d'année 2013 se poursuit pour ce premier trimestre. L'allongement des délais de paiement a eu pour effet d'affecter la trésorerie des entreprises. Par ailleurs, les prévisions d'investissement ainsi que les prix s'inscrivent en retrait.

L'activité dans le secteur des **services marchands** poursuit sa progression. L'étirement des délais de paiement ne semble pas avoir affecté la trésorerie, en amélioration ce trimestre. Les chefs d'entreprise témoignent par ailleurs d'un recul de leurs charges pour ce trimestre.

Au premier trimestre, les professionnels du **tourisme** confirment l'amélioration de leur activité avec un rythme de croissance plus soutenu. Les professionnels se montrent satisfaits de l'évolution de leur activité en début d'année, et ce en dépit de leur trésorerie fragile. Dans un contexte économique incertain, ils anticipent un ralentissement sensible de leur activité au deuxième trimestre, tout en conservant leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an.

Au quatrième trimestre, le taux d'occupation des hôtels progresse de 6 points pour s'établir à 56,0 %. Le volume de nuitées pour le quatrième trimestre 2014 s'élève à 79 000, en léger recul (-1,0 %) sur trois mois. Le nombre de passagers progresse de 1,1% CVS au quatrième trimestre.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014 -2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achevé d'imprimer : 30 juin 2014 – Dépôt légal : Juin 2014 – ISSN 1952-9619